

**MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE**

**RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL**  
**(Non vérifié)**

Pour les périodes de trois et neuf mois  
terminées le 31 décembre 2023

Canada



## TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION .....	3
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	8
ÉTATS FINANCIERS .....	9

## RAPPORT DE GESTION

### APERÇU

Les présents états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels vérifiés du Musée canadien de la nature (le « Musée ») pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

L'objectif du Musée est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la *Loi sur les musées*, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondiales. Le Musée diffusera les résultats de ces recherches scientifiques, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée s'efforce de faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière continue d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion des risques d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et ces pressions, conformément à la vision d'être une institution nationale offrant une valeur et un service maximaux au public.

Le Musée n'a pas connu de fermetures ou de contraintes de capacité liées à la pandémie, ou de manifestations au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023, cependant toutes les sources de revenus n'avaient toujours pas atteint les niveaux d'avant la pandémie au 31 décembre 2023. La fréquentation générale a dépassé les niveaux d'avant la pandémie au cours de certains mois de 2022-2023 et 2023-2024, entraînant des revenus provenant des droits d'entrée et des programmes supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Le Musée estime que cette augmentation est due à la demande refoulée en raison de la pandémie mais ne s'attend pas que cette tendance se poursuive au-delà de 2023-2024. Certaines autres sources de revenus, telles que les locations et les programmes, ont commencé à retrouver leurs niveaux d'avant la pandémie en 2022-2023 et au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023, mais n'ont pas encore atteint leurs niveaux d'avant la pandémie au 31 décembre 2023. Le Musée s'attend à ce que ces sources de revenus continuent de se redresser en 2024-2025 et 2025-2026.

En 2022-2023, le Musée a reçu 5,1 millions de dollars en financement supplémentaire pour combler le manque à gagner résultant de la pandémie. Le financement de 2022-2023 a été reçu au cours du quatrième trimestre de 2022-2023. Aucun fonds similaire n'a été reçu dans les résultats financiers pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023, cependant en janvier 2024, le Musée a reçu un financement de 4,6 millions de dollars de financement supplémentaire dans le cadre du Budget de 2023 pour combler les écarts entre les coûts de fonctionnement du Musée et les crédits parlementaires.

### RENDEMENT FINANCIER

#### REVENUS ET CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les revenus et les crédits parlementaires ont augmenté de 2,8 millions (8 %) à 36,7 millions de dollars au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023 contre 33,9 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022, les crédits parlementaires représentant 71 % du total des revenus en 2023-2024 comparativement à 77 % pour la période de 2022-2023.

Les revenus et les crédits parlementaires ont augmenté de 0,7 million (6 %) à 11,9 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023 contre 11,2 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022, les crédits parlementaires représentant 72 % du total des revenus en 2023-2024 comparativement à 78 % pour la période de 2022-2023.

Le pourcentage des crédits parlementaires dans le total des revenus et des crédits parlementaires a diminué entre les périodes de trois et neuf mois de chaque année en raison de la reprise continue des activités génératrices de revenus du Musée et de l'augmentation des revenus d'intérêts. L'augmentation des revenus et des crédits parlementaires entre les périodes est attribuable à la forte fréquentation des visiteurs, qui a dépassé les niveaux d'avant la pandémie certains mois, ainsi qu'à l'augmentation des niveaux d'activité dans les locations et les programmes, même si ces sources de revenus n'avaient pas encore atteint leurs niveaux d'avant la pandémie. L'augmentation des revenus d'intérêts a également contribué à l'augmentation en raison de la hausse des taux d'intérêt et des soldes de trésorerie au cours des périodes 2023-2024.

### **Crédits parlementaires**

Sur une base de comptabilité d'exercice, les crédits parlementaires ont augmenté de 0,1 million de dollars (1 %), passant de 26,0 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 26,1 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux variations dans le moment et le montant des acquisitions des immobilisations au cours de chaque période.

Sur une base de comptabilité d'exercice, les crédits parlementaires ont diminué de 0,2 million (2 %) passant de 8,7 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 8,5 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. Cette diminution est principalement attribuable aux variations dans le moment et le montant des acquisitions des immobilisations au cours de chaque période.

### **Droits d'entrée et des programmes**

Les revenus obtenus grâce aux droits d'entrée et des programmes pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023 ont été de 4,4 millions de dollars, une augmentation de 0,6 million de dollars (16 %), contre 3,8 millions de dollars pour la même période de 2022-2023. La fréquentation s'est élevée à 319 336 visiteurs pour les neuf mois de 2023-2024 contre 287 679 pour la même période en 2022-2023.

Les revenus obtenus grâce aux droits d'entrée et des programmes pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023 ont été de 1,0 million de dollars, une augmentation de 0,1 million de dollars (14 %), contre 0,9 million de dollars obtenus au cours de la même période de 2022-2023. La fréquentation s'est élevée à 76 677 visiteurs pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023, contre 65 029 pour la même période en 2022-2023.

La fréquentation générale des visiteurs a dépassé les niveaux d'avant la pandémie au cours de 2022-2023 et 2023-2024, ce qui a entraîné des revenus générés par les admissions dépassant les niveaux d'avant la pandémie. Le Musée estime que cette augmentation de la fréquentation est due à la demande des visiteurs pour des activités qui s'était accumulée pendant la pandémie, mais ne s'attend toujours pas à ce que cette tendance se poursuive au-delà de 2023-2024.

Suite à la pandémie de COVID-19, au cours de 2022-2023, les programmes incluant les soirées Nature nocturne, les opérations de la cafétéria, les soirées pyjama et les fêtes d'anniversaire sont restés suspendus, ce qui a mené à une absence de revenus. Les soirées Nature nocturne ont repris au courant des neuf mois de 2023-2024, avec un total de quatre soirées prévues pour l'année. Le Musée prévoit actuellement le retour des anniversaires et autres programmes aux niveaux d'avant la pandémie en 2024-2025, à mesure qu'il rebâtit ses structures de soutien interne et que l'intérêt et la demande du public pour des événements continueront à se rétablir.

### **Opérations auxiliaires**

Les revenus liés aux opérations auxiliaires comprennent la location d'installations de l'Édifice commémoratif Victoria et du Campus du patrimoine naturel, ainsi que les ventes de la boutique, les opérations de la cafétéria, le stationnement et les services aux collections. Ces revenus ont augmenté de 0,3 million de dollars (16 %), passant de 2,3 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 2,6 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. L'augmentation de ces revenus est principalement due à la hausse des activités de location de l'Édifice commémoratif Victoria, la demande se rapprochant aux niveaux d'avant la pandémie, et à la hausse des opérations de la boutique et du stationnement, attribuable à la fréquentation accrue au cours de la période 2023-2024. L'activité de location de l'Édifice commémoratif Victoria a continué de se redresser au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2023, mais n'a pas encore atteint les niveaux d'avant la pandémie. Également, les revenus des opérations de la cafétéria ont contribué à l'augmentation, la cafétéria étant passée d'un menu limité à la fin de 2022-2023 à un service pleinement opérationnel à la fin du troisième trimestre de 2023-2024.

Les revenus liés aux opérations auxiliaires ont diminué de 0,1 million de dollars (6 %), passant de 0,8 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 0,7 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. Cette diminution est attribuable à des différences dans le moment des services de collecte entre les périodes et à une baisse de l'activité de location de l'Édifce commémoratif Victoria, en partie contrebalancée par l'augmentation des revenus des boutiques et des stationnements en raison de l'augmentation de la fréquentation des visiteurs au cours de la période 2023-2024.

### **Apports**

Les apports constatés à titre de revenus varient d'année en année en fonction des ressources nécessaires pour financer la recherche, les collections et les programmes de sensibilisation du public, y compris l'aménagement de nouvelles galeries permanentes. Sur une base de comptabilité d'exercice, les apports, y compris les dons, les commandites, les commandites en nature et les dons de spécimens, ont augmenté de 0,2 million de dollars (20 %), passant de 1,0 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 1,2 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023.

Sur une base de comptabilité d'exercice, les apports, y compris les dons, les commandites, les commandites en nature et les dons de spécimens, ont augmenté de 0,1 million de dollars (24 %), passant de 0,4 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 0,5 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023.

### **Intérêts**

Les revenus d'intérêts générés à partir des dépôts en espèces ont augmenté de 0,9 million de dollars (167 %), passant de 0,6 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 1,5 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les revenus d'intérêts générés à partir des dépôts en espèces ont augmenté de 0,2 million de dollars (79 %), passant de 0,3 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 0,5 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. Cette augmentation des revenus d'intérêts entre les périodes 2022-2023 et 2023-2024 s'explique par la hausse significative des taux d'intérêt et à l'augmentation des soldes de trésorerie moyens entre les périodes.

### **Services professionnels et scientifiques**

Les services professionnels et scientifiques comprennent les revenus générés au cours de la période grâce au financement reçu pour des projets spécifiques de recherche et d'exploitation. Les fonds reçus à des fins spécifiques externes sont comptabilisés en tant que revenus au fur et à mesure que les dépenses correspondantes sont encourues. Les services professionnels et scientifiques ont augmenté de 0,3 million de dollars (97 %) pour atteindre 0,6 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023, contre 0,3 million pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022. Les services professionnels et scientifiques ont augmenté de 0,1 million de dollars pour atteindre 0,2 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023, contre 0,1 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022. Les revenus provenant des services professionnels et scientifiques peuvent fluctuer considérablement d'une période à l'autre en fonction des projets ayant reçu un financement ainsi que le calendrier et la portée des projets.

### **Divers**

Les autres revenus comprennent les expositions itinérantes, les redevances ainsi que les activités non courantes. Les autres revenus ont augmenté de 0,3 million de dollars pour atteindre 0,4 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023, contre 0,1 million pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022. Les autres revenus ont augmenté de 0,4 million de dollars pour atteindre 0,4 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023, comparativement à zéro pour le trimestre clos le 31 décembre 2022. L'augmentation des autres revenus au cours des périodes 2023-2024 est principalement attribuable aux revenus des expositions itinérantes de l'exposition Planète glace du Musée. L'exposition n'a pas voyagé pendant les périodes 2022-2023.

### **DÉPENSES**

Les dépenses ont augmenté de 3,7 millions de dollars (12 %), passant de 31,1 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 34,8 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses ont augmenté de 1,3 million de dollars (12 %), passant de 10,8 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 12,1 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023.

La hausse des dépenses au cours des périodes 2023-2024 est principalement due aux coûts variables associés à une fréquentation accrue et à une hausse d'activités de locations, y compris, les employés de l'Édifce commémoratif Victoria, les expositions temporaires, le coût des marchandises vendues à la boutique, les coûts de sécurité, ainsi que l'augmentation des

coûts des services publics en raison des tarifs plus élevés du marché, et les pressions inflationnistes sur les coûts permanents nécessaires au maintien des activités du Musée.

### **Expériences et engagement**

Les dépenses liées aux expériences et engagement ont augmenté de 1,7 million de dollars (24 %), passant de 7,0 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 8,7 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses liées aux expériences et engagement ont augmenté de 0,6 million de dollars (27 %), passant de 2,2 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 2,8 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023.

L'augmentation des dépenses au cours des périodes 2023-2024 est principalement due aux coûts de personnel supplémentaires pour soutenir une fréquentation accrue et une augmentation des activités de location, des coûts élevés de marchandises vendues associés à l'augmentation des ventes de la boutique, des coûts reliés aux expositions temporaires et des coûts de marketing. L'augmentation de la plupart des dépenses liées aux expériences et à l'engagement est corrélée à l'augmentation des activités génératrices de revenus telles que les droits d'entrées, les locations, les ventes de la boutique et les expositions itinérantes.

### **Entretien et accès aux collections**

Les dépenses d'entretien et d'accès aux collections ont augmenté de 0,7 million de dollars (30 %), passant de 2,3 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022, à 3,0 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses d'entretien et d'accès aux collections ont augmenté de 0,2 million de dollars (19 %), passant de 0,9 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022, à 1,1 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. Cette hausse de dépenses au cours des périodes courantes est principalement due aux coûts de personnel supplémentaires associés aux projets financés par des sources externes.

### **Recherche et découverte**

Les dépenses de recherche et découverte ont augmenté de 0,6 million de dollars (18 %), passant de 3,7 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022, à 4,3 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses de recherche et découverte ont augmenté de 0,4 million de dollars (38 %), passant de 1,2 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022, à 1,6 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. Cette hausse de dépenses au cours des périodes courantes est principalement due aux coûts de personnel supplémentaires associés aux projets financés par des sources externes.

### **Services de soutien interne**

Les dépenses liées aux services de soutien interne ont augmenté de 0,7 million de dollars (18 %), passant de 3,8 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 4,5 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses liées aux services de soutien interne ont augmenté de 0,5 million de dollars (36 %), passant de 1,3 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 1,8 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. L'augmentation des coûts d'une période à l'autre est principalement due aux coûts plus élevés de personnel et des fournisseurs de services externes.

### **Édifices et terrains**

Les dépenses liées aux édifices et terrains du Musée ont diminué de 0,1 million de dollars (0,4 %), passant de 14,3 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 à 14,2 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Les dépenses liées aux édifices et aux terrains du Musée ont diminué de 0,4 million de dollars (8 %), passant de 5,2 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2022 à 4,8 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023. La diminution est attribuable aux variations dans le moment des activités de réparation et d'entretien d'une période à l'autre.

## RÉSULTATS NETS DE L'EXPLOITATION

Les résultats nets de l'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023 ont généré un excédent de \$2,0 millions de dollars. L'excédent généré est principalement attribuable aux revenus d'intérêts de 1,5 million de dollars ainsi qu'aux revenus générés par les droits d'entrée, des programmes et des opérations auxiliaires en raison de la fréquentation des visiteurs qui a retrouvé les niveaux d'avant la pandémie et, certains mois, les a dépassés. Les résultats nets de l'exploitation pour les trois mois terminés le 31 décembre 2023 ont généré un déficit de 0,2 million de dollars. Le déficit est principalement attribuable aux coûts supplémentaires de personnel, aux coûts associés aux expositions temporaires et à l'augmentation des coûts non discrétionnaires, y compris les services publics et les coûts de soutien interne, en partie contrebalancés par les revenus gagnés.

## SITUATION FINANCIÈRE

### Actif

L'encaisse a diminué de 0,4 million de dollars (1 %), passant de 33,9 millions de dollars au 31 mars 2023 à 33,5 millions de dollars au 31 décembre 2023. Cette diminution est principalement attribuable aux paiements qui ont été effectués pour régler les comptes créditeurs durant cette période.

Les immobilisations ont diminué de 5,8 millions de dollars (4 %), passant de 151,2 millions de dollars au 31 mars 2023 à 145,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 en raison d'une charge d'amortissement de 6,5 millions de dollars, partiellement compensée par les acquisitions d'immobilisations de 0,7 million de dollars réalisées au cours de la période.

### Passif

Les revenus, apports, crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés ont augmenté de 0,9 million de dollars (24 %), passant de 3,7 millions de dollars au 31 mars 2023 à 4,6 millions de dollars au 31 décembre 2023. Cette hausse est principalement attribuable aux 3,4 millions de dollars en revenus reportés précédemment comptabilisés pour la prestation de biens et de services, partiellement compensés par les 4,3 millions de dollars d'apports affectés, de revenus, et des crédits reportés à des exercices ultérieurs.

Le financement des immobilisations reporté a diminué de 5,1 millions de dollars (4 %) pour atteindre 137,1 millions de dollars au 31 décembre 2023, contre 142,2 millions de dollars au 31 mars 2023, une baisse attribuable aux 5,8 millions de dollars de financement des immobilisations reporté comptabilisé comme des revenus partiellement compensés par l'acquisition d'immobilisations d'une valeur de 0,7 million de dollars au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023. Le financement des immobilisations reporté est comptabilisé comme revenu au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

### Actif net

L'actif net non affecté de 29,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 provenait d'un excédent d'exploitation cumulatif et d'un résultat d'exploitation net positif de 2,0 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023, étant partiellement contrebalancés par une variation nette de 0,4 million de dollars d'investissement en immobilisations.

L'investissement en immobilisations a diminué de 0,4 million de dollars entre le 31 mars 2023 pour s'établir à 11,5 millions de dollars au 31 décembre 2023. L'investissement en immobilisations comprend les acquisitions, l'amortissement et la disposition d'immobilisations, les versements de loyer, l'accrétion ainsi que les modifications des estimations ayant une incidence sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations.

L'investissement en immobilisations est touché par le traitement comptable du Campus du patrimoine naturel du Musée, situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit dans l'état de la situation financière à titre d'obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition. En raison de l'intérêt plus élevé au début du bail, cela a eu une incidence négative sur l'actif net du Musée pendant de nombreuses années. Comme la composante d'intérêt du contrat de location décroît, le déficit afférent à ce traitement comptable a commencé à s'inverser en 2019-2020 et continuera dans ce sens jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé d'ici la fin du bail en 2031. Ce traitement comptable du bail n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie ou la stabilité financière du Musée.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



---

Danika Goosney, Ph. D.  
Présidente-directrice générale



---

Lisa Brasic, CPA, CA  
Chef de la Direction financière

Ottawa, Canada  
Le 29 février 2024



## État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	au 31 décembre 2023	au 31 mars 2023
<b>Actif</b>		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 456	33 864
Trésorerie affectée	2 482	753
Créances		
Clients	175	321
Ministères et organismes gouvernementaux (note 4)	218	245
Stocks	230	189
Frais payés d'avance	1 581	1 144
	<b>38 142</b>	<b>36 516</b>
Collections	1	1
Frais payés d'avance	66	608
Avances aux employés	341	357
Placements affectés	1 196	1 196
Placements	940	940
Immobilisations (note 5)	145 359	151 158
	<b>186 045</b>	<b>190 776</b>
<b>Passif</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs et autres	4 073	5 009
Ministères et organismes gouvernementaux (note 4)	23	236
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	1 702	1 581
Revenus, apports, crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés (note 7)	4 610	3 727
	<b>10 408</b>	<b>10 553</b>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	17 166	18 459
Financement des immobilisations reporté (note 7)	137 104	142 179
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 8)	884	845
Avantages sociaux futurs	2 610	2 824
	<b>168 172</b>	<b>174 860</b>
<b>Actif net</b>		
Non affecté	29 370	27 822
Investissement en immobilisations (note 9)	(11 497)	(11 906)
	<b>17 873</b>	<b>15 916</b>
	<b>186 045</b>	<b>190 776</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**État des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre**  
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022 Redressé (note 3)	2023	2022 Redressé (note 3)
<i>(en milliers de dollars)</i>				
<b>Revenus (note 10)</b>				
Droits d'entrée et des programmes	973	852	4 363	3 766
Opérations auxiliaires	734	784	2 608	2 255
Apports	533	431	1 215	1 012
Intérêts	500	279	1 466	550
Services professionnels et scientifiques	238	99	561	285
Divers	363	4	401	109
	<b>3 341</b>	<b>2 449</b>	<b>10 614</b>	<b>7 977</b>
<b>Dépenses (note 11)</b>				
Expériences et engagement	2 844	2 247	8 705	7 022
Entretien et accès aux collections	1 038	872	2 990	2 299
Recherche et découverte	1 646	1 196	4 296	3 652
Services de soutien interne	1 753	1 285	4 536	3 842
Édifices et terrains	4 835	5 249	14 239	14 295
	<b>12 116</b>	<b>10 849</b>	<b>34 766</b>	<b>31 110</b>
<b>Résultats d'exploitation nets avant financement public</b>	<b>(8 775)</b>	<b>(8 400)</b>	<b>(24 152)</b>	<b>(23 133)</b>
Crédits parlementaires (note 12)	8 544	8 712	26 109	25 977
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>(231)</b>	<b>312</b>	<b>1 957</b>	<b>2 844</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**État de l'évolution de l'actif net**  
(Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre

	Investi en		2023	2022 Redressé (note 3)
	Non affecté	immobilisations		
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Actif net au début de la période <sup>(1)</sup>	29 642	(11 538)	18 104	9 923
Résultats d'exploitation nets	(231)	-	(231)	312
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(41)	41	-	-
<b>Actif net à la fin de la période</b>	<b>29 370</b>	<b>(11 497)</b>	<b>17 873</b>	<b>10 235</b>

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre

	Investi en		2023	2022 Redressé (note 3)
	Non affecté	immobilisations		
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Actif net au début de la période <sup>(1)</sup>	27 822	(11 906)	15 916	7 425
Résultats d'exploitation nets	1 957	-	1 957	2 844
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(409)	409	-	-
<b>Actif net à la fin de la période</b>	<b>29 370</b>	<b>(11 497)</b>	<b>17 873</b>	<b>10 269</b>

(1) Les soldes de l'actif net non affecté et de l'actif net investi en immobilisations au 31 décembre 2022 ont été redressés. Se référer à la note 3.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état de réévaluation des gains et pertes a été exclu puisqu'il n'y a pas eu de réévaluation des gains ou pertes au cours des périodes de neuf mois terminées le 31 décembre 2022 et 2023.

**État des flux de trésorerie pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre**  
(Non vérifié)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
<i>(en milliers de dollars)</i>				
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Encaissements - clients et donateurs	2 354	2 358	10 003	7 258
Encaissements - crédits parlementaires	6 930	6 395	20 826	20 790
Décaissements - personnels	(4 984)	(4 017)	(13 730)	(11 997)
Décaissements - fournisseurs	(4 146)	(4 189)	(13 972)	(11 747)
Intérêts reçus	478	272	1 416	536
Intérêts payés	(475)	(512)	(1 454)	(1 564)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>	<b>157</b>	<b>307</b>	<b>3 089</b>	<b>3 276</b>
<b>Activités en immobilisations</b>				
Acquisition d'immobilisations	(200)	(279)	(596)	(1 218)
Disposition d'immobilisations	-	3	-	3
<b>Flux de trésorerie utilisés pour des activités en immobilisations</b>	<b>(200)</b>	<b>(276)</b>	<b>(596)</b>	<b>(1 215)</b>
<b>Activités de financement</b>				
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(400)	(362)	(1 172)	(1 060)
<b>Flux de trésorerie utilisés pour des activités de financement</b>	<b>(400)</b>	<b>(362)</b>	<b>(1 172)</b>	<b>(1 060)</b>
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et de la trésorerie affectée</b>	<b>(443)</b>	<b>(331)</b>	<b>1 321</b>	<b>1 001</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	35 066	26 851	33 864	25 731
Trésorerie affectée au début de la période	1 315	737	753	525
<b>Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>35 938</b>	<b>27 257</b>	<b>35 938</b>	<b>27 257</b>
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	<b>33 456</b>	<b>26 513</b>	<b>33 456</b>	<b>26 513</b>
<b>Trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>2 482</b>	<b>744</b>	<b>2 482</b>	<b>744</b>
<b>Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période</b>	<b>35 938</b>	<b>27 257</b>	<b>35 938</b>	<b>27 257</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

## 1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées* le 1<sup>er</sup> juillet 1990. Société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), le Musée n'est pas assujéti aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que la connaissance et le degré d'appréciation de celle-ci, par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la mise en valeur de la nature ainsi que des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est donnée ci-dessous.

- **Expériences et engagement**

La Société crée, fait connaître et inspire des occasions d'engagement du public en offrant des expériences immersives de qualité grâce à ses galeries et expositions permanentes, à son catalogue numérique, à ses programmes, à ses activités de génération de revenus (y compris les droits d'entrée, la location d'installations et les contributions), à sa recherche sur le public et à ses partenariats, afin de promouvoir la compréhension et le respect de la nature, et d'inspirer un soutien philanthropique. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel, les coûts des expositions ainsi que les coûts du marketing et de l'avancement.

- **Entretien et accès aux collections**

La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens, d'images et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature et les changements que subit celle-ci. La collection inclut des spécimens représentatifs de la biodiversité et de la géodiversité (y compris des échantillons génomiques), des collections de bibliothèque et d'archives, et des collections d'œuvres d'art, de photos et de documents historiques. Cette collection nationale, élément important des ressources scientifiques et culturelles du Canada, permet la réalisation de recherches et de découvertes d'envergure internationale. Les dépenses découlant des collections sont principalement les coûts du personnel, les coûts liés à l'entretien, à la préservation et au développement des collections, et les coûts de numérisation, y compris l'équipement de numérisation et l'infrastructure de technologie de l'information. Les revenus sont générés principalement par des subventions, des commandites, des partenariats et des dons externes.

- **Recherche et découverte**

La Société, chef de file reconnu dans le domaine des sciences fondées sur les collections, fait progresser le savoir et la compréhension sur la biodiversité, la géodiversité et l'Arctique par la recherche et la découverte, en plus d'élaborer et d'entretenir des réseaux et des liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux. Les recherches de la Société améliorent notre compréhension de la diversité minérale de la Terre, de la crise internationale de la biodiversité et des incidences des changements climatiques et d'autres moteurs de changement ayant une incidence sur la nature. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel, les coûts liés aux recherches sur le terrain et en laboratoire, et les frais de publication. Les revenus sont générés principalement par des subventions, des commandites, des partenariats et des dons externes.

- **Services de soutien interne**

La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de reddition de comptes et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat : gouvernance, orientation stratégique, services de soutien interne, mesure du rendement et rapports au Parlement. Les services de soutien interne apportent une aide à toutes les divisions de la Société. Leurs fonctions incluent les ressources humaines, les finances, les technologies de l'information, la reddition de comptes interne et externe, la vérification de la conformité, la gestion du risque, les affaires stratégiques et la gouvernance. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel.

# Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

## • Édifices et terrains

La Société fournit des installations sûres et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences en matière de sécurité et respectent le code du bâtiment, soit l'Édifice commémoratif Victoria, à Ottawa (Ontario), et le Campus du patrimoine naturel, à Gatineau (Québec). Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel et les coûts liés à l'entretien, le nettoyage, la sécurité, le chauffage, la climatisation et aux autres tâches d'exploitation des édifices.

Le 16 juillet 2015, le Gouverneur général en conseil (CP 2015-1105), conformément à l'article 89 de la LGFP, a enjoint la Société d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, et de faire rapport sur la mise en œuvre de cette directive dans le Plan d'entreprise de la Société. Depuis février 2017, la Société s'est conformée à cette directive et a harmonisé ses politiques et ses pratiques aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor pour les dépenses de voyages, de conférences, d'accueil et d'événements.

## 2. Principales conventions comptables

### A) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada. La Société a choisi d'appliquer les normes de la Section 4200 relatives aux OSBL, la méthode du report pour comptabiliser les apports, de même que les principales conventions comptables ci-après :

### B) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés et non affectés, les placements affectés et non affectés, et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les comptes créditeurs et les charges à payer.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute dépréciation est comptabilisée dans l'état des résultats. Les comptes débiteurs sont comptabilisés après déduction de toute provision pour dépréciation ou impossibilité de recouvrement. Les comptes créditeurs et les charges à payer ne sont décomptabilisés que lorsque le passif sous-jacent est éteint.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers lorsqu'ils sont initialement comptabilisés.

### C) Trésorerie et trésorerie affectée

La trésorerie, qu'elle soit affectée ou non, constitue les dépôts auprès d'institutions financières qui peuvent être retirés sans préavis ou pénalité. La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés correspondent à la partie non utilisée des apports reportés reçus de personnes physiques et morales dans un but précis.

### D) Stocks

La valeur des stocks est établie au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

### E) Collections

La Société détient et conserve des collections inestimables d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Les collections sont réparties en quatre groupes selon la discipline :

- les sciences de la terre (minéraux, roches, gemmes, fossiles);

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

- les vertébrés (mammifères, oiseaux, poissons, amphibiens et reptiles);
- les invertébrés (mollusques, insectes, crustacés, parasites, annélides);
- la botanique (algues, plantes vasculaires, bryophytes, lichens).

Étant donné la difficulté à déterminer la juste valeur marchande de ces actifs, la valeur nominale de ces collections est établie à mille dollars dans l'état de la situation financière. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

**F) Placements et placements affectés**

Les placements dans le fonds à terme de 10 ans à la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière. Les placements sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif dans l'état des résultats.

Les placements affectés dans la FCO en tant que fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont passés en charge dans l'état des résultats de l'exercice.

**G) Immobilisations**

Les terrains et les immeubles appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés, respectivement, au coût d'origine estimatif et au coût d'origine estimatif moins les amortissements cumulés. Le coût d'origine net des immeubles a été inscrit dans les apports reportés pour l'amortissement d'immobilisations, et le coût d'origine estimatif des terrains a été inscrit dans les actifs nets.

Les améliorations locatives sont amorties sur la durée restante du bail et sur la durée de vie restante estimative, selon l'éventualité la plus courte. Les biens loués aux termes d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements minimaux du capital au début du bail et amortis en fonction des paiements annuels du capital, de façon à ce que l'actif soit associé au passif correspondant, ce qui représente le mieux la fin de l'avantage économique.

Les montants inclus dans les projets d'immobilisations en cours sont transférés à la bonne catégorie d'immobilisations une fois les projets achevés, et sont amortis en conséquence. Toutes les autres immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile estimée, selon la méthode linéaire. Les durées de vie utile sont les suivantes :

Immobilisation	Durée de vie (ans)
Édifice commémoratif Victoria	40
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35
Cabinets de collection et rayonnages	35
Améliorations à l'édifice	5 à 25
Améliorations locatives	la plus courte de: 5 ans et la fin de la durée du bail
Équipement et mobilier	10
Expositions permanentes	10
Site internet	5
Matériel informatique	3

## Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation n'est plus en mesure de contribuer à la capacité de la Société à fournir des biens ou des services, le coût de l'immobilisation est réduit à sa valeur résiduelle, le cas échéant, et l'amortissement est comptabilisé comme dépense dans l'état des résultats. Lorsque la valeur des avantages économiques futurs associés à l'immobilisation est inférieure à la valeur comptable nette de l'immobilisation, le coût de cette dernière est réduit à sa valeur résiduelle, le cas échéant, et l'amortissement est comptabilisé comme dépense dans l'état des résultats.

### H) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société comptabilise les obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Société est soumise à des obligations de mise hors service d'immobilisations liées à certains de ses équipements d'exploitation, notamment les refroidisseurs, les réservoirs de diesel, les conduites et les congélateurs, ainsi qu'à l'amiante toujours présent dans l'Édifice commémoratif Victoria. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées lorsque, en date de la publication de l'information financière, il existe une obligation légale d'engager des coûts de mise hors service d'une immobilisation résultant d'une opération passée ou d'un événement qui s'est produit, qu'on s'attend à ce que des avantages économiques futurs soient abandonnés et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable du montant.

Afin de déterminer la valeur de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la meilleure estimation des dépenses nécessaires à l'acquittement de l'obligation actualisée à la date de l'état de la situation financière est comptabilisée sur une base actualisée à partir du taux d'intérêt sans risque à chaque date de publication de l'information financière. La valeur de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est ajoutée à la catégorie d'immobilisations de l'actif sous-jacent et amortie selon une méthode linéaire sur la durée de vie utile restante de l'actif sous-jacent. L'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est ajustée au fil du temps et comptabilisée comme dépense dans l'état des résultats. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est réévaluée afin de tenir compte des changements dans les estimations. Les changements dans les estimations des flux de trésorerie futurs qui découlent de révisions au calendrier ou aux flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou encore au taux d'actualisation sont comptabilisés comme des augmentations ou des diminutions à l'obligation de mise hors service d'immobilisations et au coût associé à la mise hors service d'immobilisations inclus dans les immobilisations à l'exercice où ils sont connus. Les dépenses réelles liées à l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, jusqu'à concurrence du passif alors comptabilisé, sont imputées à l'obligation à mesure que les coûts sont engagés.

Les dépenses nécessaires à l'acquittement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations par la Société comprennent notamment les coûts nécessaires à la mise hors service ou au démantèlement d'une immobilisation corporelle acquise, construite ou développée pour remédier à la contamination d'une immobilisation corporelle créée par son utilisation normale, aux activités postérieures à la mise hors service comme la surveillance, et à la construction d'autres immobilisations corporelles afin d'exécuter les activités postérieures à la mise hors service.

### I) Avantages sociaux futurs

#### i) Prestations au titre du régime de pensions

Les employés admissibles de la Société sont couverts par le régime de pensions de la fonction publique (le « régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

#### ii) Indemnités de départ et congés de maladie

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

## Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

La Société comptabilisera les autres indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquèrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie accumulés par les employés pendant leurs périodes de service.

Le coût des obligations accumulées au titre des indemnités de départ et des crédits de congés de maladie est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des indemnités/crédits au prorata des services et l'estimation la plus probable des coûts futurs par la direction. Cette estimation porte entre autres sur les taux d'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation des crédits de congé de maladie par les employés actifs. Les gains ou les pertes actuariels sur les obligations au titre des avantages accumulés résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des avantages accumulés. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de service restante des employés actifs visés par ces avantages.

### J) Comptabilisation des revenus

#### i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et revenus divers

Les revenus provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des revenus divers sont comptabilisés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des revenus reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

#### ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut-être raisonnablement estimé et que la perception des revenus est raisonnablement assurée.

À titre de revenus reportés, les apports avec affectations d'origine externe sont comptabilisés comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de fonds pour les dépenses en capital reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisée comme revenus dans l'état des résultats sur la même base que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme revenus reportés, puis comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

#### iii) Services professionnels et scientifiques

Les services professionnels et scientifiques comprennent les fonds affectés d'origine externe reçus pour des projets spécifiques de recherche, scientifiques et autres. Lorsque le financement affecté d'origine externe est reçu avant le début du projet, il est comptabilisé en tant que revenu différé. Au fur et à mesure que les dépenses liées au projet sont comptabilisées, les revenus différés sont comptabilisés en tant que revenus provenant des services professionnels et scientifiques.



## Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

### iv) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est comptabilisée si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens donnés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accès aux collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal à la Société a eu lieu.

### v) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés comme revenus lorsque les paiements sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité sont remplis, sauf si une stipulation crée une obligation répondant à la définition d'un passif. Le cas échéant, à titre de revenus reportés, les sommes sont comptabilisées comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Ainsi, les crédits destinés à l'achat d'immobilisations sont, à titre de revenus reportés, comptabilisés comme revenus sur la même base que l'amortissement des immobilisations acquises.

### vi) Revenu en intérêts

Les intérêts sur la trésorerie et les placements non affectés sont comptabilisés comme revenus à l'exercice où ils sont accumulés. À titre de revenus reportés, les intérêts sur placements avec affectations d'origine externe sont comptabilisés comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées, notamment sur la même base que l'amortissement relatif à l'achat d'immobilisations.

### vii) Placements et placements affectés

Les revenus de placement distribués du fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats.

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de fonds pour les dépenses en capital reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisée comme revenus dans l'état des résultats sur la même base que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

## K) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

## L) Opérations interentités

Les opérations entre entités apparentées autres que les opérations interentités sont comptabilisées à la valeur d'échange. Réalisées entre deux entités sous contrôle commun, les opérations interentités sont comptabilisées sur une base brute et mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.

## Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

- Les biens ou les services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, notamment les services d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

### M) Incertitude relative à la mesure

L'établissement des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés à titre d'actif et de passif et sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés à titre de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations ainsi que les taux d'actualisation, les taux d'inflation, le calendrier des activités d'abandon et les coûts liés à l'acquiescement d'obligations, qui servent à établir la valeur actualisée des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les résultats réels pourraient différer largement des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront comptabilisés à l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

### N) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des passifs qui peuvent devenir réels lorsqu'au moins un événement à venir se produit ou ne se produit pas. Si l'événement à venir est susceptible de se produire ou de ne pas se produire, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, il convient de comptabiliser un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires des états financiers.

### O) Ventilation des dépenses

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

## 3. Adoption d'une nouvelle norme comptable

Le 1<sup>er</sup> avril 2022, la Société a adopté la norme SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations* du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. La norme SP 3280 traite de la comptabilisation et de la présentation des obligations légales associées à la mise hors service d'immobilisations corporelles pour les entités du secteur public. Lors de l'adoption initiale dans les états financiers du 30 juin 2022, la Société a appliqué la méthode prospective, ce qui n'a entraîné aucun redressement de l'information comparative. Par la suite, pour se conformer aux directives du Conseil du Trésor, la Société a appliqué la méthode rétrospective modifiée, ce qui a obligé la Société à redresser l'information comparative. Les résultats nets d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2022 ont été rajustés par rapport aux valeurs publiées à l'origine en raison de la transition entre la méthode prospective à l'adoption de la norme SP 3280 et la méthode rétrospective modifiée.

Sous la méthode rétrospective modifiée, la Société a comptabilisé des passifs pour ses obligations liées à la mise hors service existantes, rajustés pour la désactualisation cumulée, les coûts de mise hors service d'immobilisations, les amortissements cumulés et le solde d'ouverture de l'excédent accumulé. La désactualisation et les amortissements cumulés ont été calculés à partir de la date à laquelle l'obligation a été contractée, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2022. Conformément aux dispositions sur l'adoption de la méthode rétrospective modifiée aux termes de la norme SP 3280, les rajustements rétrospectifs ont été calculés à partir des taux d'intérêt et des taux d'inflation sans risque en vigueur à la date d'adoption de la politique, à savoir le 1<sup>er</sup> avril 2022.

L'adoption de la norme SP 3280 par l'application de la méthode rétrospective modifiée a obligé la Société à comptabiliser 1,0 million de dollars en obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, 0,2 million de dollars en immobilisations et une diminution de 0,8 million de dollars en actifs nets dans l'état de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2022.

L'adoption de la norme SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations* par l'application de la méthode rétrospective modifiée a obligé la Société à redresser des postes des états financiers et d'immobilisation du 31 mars 2022 afin

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

de tenir compte de la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts liés à la mise hors service d'immobilisations au moment où la Société est devenue assujettie à ces obligations, ainsi que des charges de désactualisation et d'amortissement encourues jusqu'au 31 mars 2022.

Voici une comparaison des postes des états financiers et d'immobilisations affectés avant et après l'adoption de la norme SP 3280 pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2022 :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2022		Période de trois mois terminée le 31 décembre 2022
	Comme présenté précédemment	Ajustements	
<b>État des résultats</b>			<b>Redressé</b>
Édifices et terrains	5 283	(34)	5 249
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(8 434)	34	(8 400)
Résultats d'exploitation nets	278	34	312
<b>État de l'évolution de l'actif net</b>			
Actif net au début de la période	10 726	(803)	9 923
Résultats d'exploitation nets	278	34	312

  

	Période de neuf mois terminée le 31 décembre 2022		Période de neuf mois terminée le 31 décembre 2022
	Comme présenté précédemment	Ajustements	
<b>État des résultats</b>			<b>Redressé</b>
Édifices et terrains	14 394	(99)	14 295
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(23 232)	99	(23 133)
Résultats d'exploitation nets	2 745	99	2 844
<b>État de l'évolution de l'actif net</b>			
Actif net au début de la période	8 259	(834)	7 425
Résultats d'exploitation nets	2 745	99	2 844

La note 11 contient des informations redressées à la suite de l'adoption de la norme SP 3280.

D'autres informations sur l'adoption de la norme SP 3280 se trouvent aux notes 2(H) et 8.

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

**4. Opérations interentités**

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Société a effectué des opérations avec ces entités dans le cours normal des activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et elles sont comptabilisées à la valeur d'échange.

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
<b>Revenus auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:</b>				
Services professionnels et scientifiques	-	-	267	125
Opérations auxiliaires (ajustées)	(6)	-	9	17
	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>276</b>	<b>142</b>

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
<b>Dépenses auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :</b>				
Coût du personnel	361	370	1 479	1 281
Impôts fonciers	299	307	914	923
Services professionnels et spéciaux	54	11	61	35
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	3	6	13	16
Fret et transport	3	4	10	50
Réparations et entretien	-	3	-	3
Expositions	1	-	1	-
	<b>721</b>	<b>701</b>	<b>2 478</b>	<b>2 308</b>

Ci-après se trouvent les soldes auprès de parties apparentées au gouvernement du Canada non réglés à la clôture de la période :

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Créances sur les parties apparentées	218	245
Dettes envers les parties apparentées	23	236

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

**5. Immobilisations**

**Coût**

	31 mars 2023				31 décembre 2023
	Solde d'ouverture	Ajouts et changements aux estimations	Transferts	Dispositions	Solde de clôture
Édifice commémoratif Victoria	205 072	78	-	-	205 150
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	-	-	-	35 040
Expositions permanentes	13 132	24	-	-	13 156
Améliorations locatives	12 785	31	-	-	12 816
Améliorations à l'édifice	8 497	55	1 347	-	9 899
Équipement et mobilier	8 080	63	-	(71)	8 072
Cabinets de collection et rayonnages	3 985	-	-	-	3 985
Travaux en cours	1 052	482	(1 347)	(29)	158
Terrain	627	-	-	-	627
Site internet	486	-	-	-	486
Matériel informatique	4 656	51	-	-	4 707
	<b>293 412</b>	<b>784</b>	<b>-</b>	<b>(100)</b>	<b>294 096</b>

**Amortissement cumulé**

	31 mars 2023			31 décembre 2023
	Solde d'ouverture	Ajouts	Dispositions	Solde de clôture
Édifice commémoratif Victoria	79 197	3 765	-	82 962
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	26 772	745	-	27 517
Expositions permanentes	8 632	702	-	9 334
Améliorations locatives	8 368	130	-	8 498
Améliorations à l'édifice	5 687	611	-	6 298
Équipement et mobilier	6 070	374	(51)	6 393
Cabinets de collection et rayonnages	2 855	86	-	2 941
Site internet	97	73	-	170
Matériel informatique	4 576	48	-	4 624
	<b>142 254</b>	<b>6 534</b>	<b>(51)</b>	<b>148 737</b>

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

**Valeur comptable nette**

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Édifice commémoratif Victoria	122 188	125 875
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	7 523	8 268
Expositions permanentes	3 822	4 500
Améliorations locatives	4 318	4 417
Améliorations à l'édifice	3 601	2 810
Équipement et mobilier	1 679	2 010
Cabinets de collection et rayonnages	1 044	1 130
Travaux en cours	158	1 052
Terrain	627	627
Site internet	316	389
Matériel informatique	83	80
	145 359	151 158

La charge d'amortissement pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023 a été de 6,5 millions de dollars (6,7 millions de dollars au 31 décembre 2022). Au cours des trois mois terminés le 31 décembre 2023, aucun actif n'a été vendu. Au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023, la Société a décomptabilisé 29,1 milliers de dollars de capital d'investissement en cours qui a été suspendu pour une durée indéterminée et a cédé un équipement d'un coût de 70,7 milliers de dollars et d'un amortissement cumulé de 51,3 milliers de dollars pour un produit nul, ce qui a entraîné une perte de cession de 19,4 milliers de dollars. Au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2022, la Société a vendu un actif entièrement amorti dans la catégorie d'équipement et mobilier pour 3,1 milliers de dollars, ce qui a entraîné un gain de 3,1 milliers de dollars.

## 6. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant et situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

		31 décembre 2023	31 mars 2023
Total des versements minimaux futurs	(1)	27 125	29 750
Déduire : intérêts implicites		(8 257)	(9 710)
<b>Valeur actualisée de l'obligation financière</b>	(2)	<b>18 868</b>	<b>20 040</b>
Tranche à court terme		1 702	1 581
Tranche à long terme		17 166	18 459
		<b>18 868</b>	<b>20 040</b>

1) Le total des sommes à payer aux termes du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.

2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, basée sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 19.6 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

	2024	2025	2026	2027	2028	Par la suite
Versements minimum futurs	875	3 500	3 500	3 500	3 500	12 250

## 7. Revenus, apports, crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés

Les revenus, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

	31 mars 2023			31 décembre 2023
	Solde d'ouverture	Financement reçu	Financement comptabilisé	Solde de clôture
Crédits parlementaires	376	-	(376)	-
Apports	2 825	2 141	(1 048)	3 918
Revenus d'exploitation	526	2 176	(2 010)	692
	<b>3 727</b>	<b>4 317</b>	<b>(3 434)</b>	<b>4 610</b>

Les fonds pour les dépenses en capital reportés représentent la tranche des crédits parlementaires et des apports affectés de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables. Voici en quoi ils consistent :

	31 mars 2023			31 décembre 2023
	Solde d'ouverture	Immobilisations acquises	Comptabilisés comme revenu	Solde de clôture
Crédits parlementaires	141 099	704	(5 611)	136 192
Apports	1 080	-	(168)	912
	<b>142 179</b>	<b>704</b>	<b>(5 779)</b>	<b>137 104</b>

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

**8. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations représentent la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs qui seront nécessaires à la Société pour s'acquitter de ses obligations légales liées à la mise hors service de ses immobilisations corporelles. La Société est soumise à des obligations de mise hors service d'immobilisations liées à certains de ses équipements d'exploitation, notamment les refroidisseurs, les réservoirs de diesel, les conduites et les congélateurs, ainsi qu'à l'amiante présent dans l'Édifice commémoratif Victoria. Un taux sans risque de 3,02 % (contre 3,02 % au 31 mars 2023) et un taux d'inflation de 2,00 % (contre 2,00 % au 31 mars 2023) ont été utilisés pour déterminer la valeur actualisée des obligations. Pour établir son taux sans risque, la Société s'appuie sur le rendement des obligations de la Banque du Canada. L'obligation de mise hors service d'immobilisations non actualisée et non gonflée au 31 décembre 2023 était de 1,0 million de dollars (contre 1,0 million de dollars au 31 mars 2023). Aucune obligation de mise hors service d'immobilisations n'a été relevée ou acquittée au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2023 ou à la fin de l'exercice terminé le 31 mars 2023. Les obligations devraient être contractées entre 2036 et 2046. La Société n'est pas tenue par la loi de détenir une garantie financière ou une réserve de fonds pour s'acquitter de ses obligations actuelles de mise hors service d'immobilisations.

Voici les changements aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :

	Équipement et mobilier	Améliorations locatives	Édifice commémoratif Victoria	Total des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
<b>Solde au 31 mars 2023</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>769</b>	<b>845</b>
Modifications des estimations	1	1	17	19
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	1	1	18	20
<b>Solde au 31 décembre 2023</b>	<b>32</b>	<b>48</b>	<b>804</b>	<b>884</b>

**9. Investissement en immobilisations**

L'investissement en immobilisations, dont les affectations sont d'origine interne, se compose comme suit :

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Immobilisations (note 5)	145 359	151 158
Moins montants financés par :		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 8)	(884)	(845)
Contrat de location-acquisition (note 6)	(18 868)	(20 040)
Financement des immobilisations reporté (note 7)	(137 104)	(142 179)
	<b>(11 497)</b>	<b>(11 906)</b>



**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2023 et l'exercice terminé le 31 mars 2023 est calculée comme suit :

	31 décembre 2023	31 mars 2023
Acquisitions d'immobilisations	784	1 594
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	1 172	1 431
Moins : accréation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	(20)	(26)
Ajout (moins) : modifications des estimations de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	(19)	82
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(704)	(1 594)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	1 213	1 487
Amortissement du financement des immobilisations reporté	5 779	7 667
Amortissement des immobilisations	(6 534)	(8 673)
<b>Variation nette dans l'investissement en immobilisations</b>	<b>409</b>	<b>481</b>

## 10. Revenus

Les principales sources de revenus de la Société se détaillent comme suit :

### Droits d'entrée et des programmes

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Droits d'entrée – général	660	585	3 006	2 767
Droits d'entrée – expositions temporaires	184	152	720	632
Adhésions	104	92	335	287
Programmes	25	23	302	80
	<b>973</b>	<b>852</b>	<b>4 363</b>	<b>3 766</b>

### Opérations auxiliaires

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Revenus de la boutique	210	181	898	772
Stationnement	187	157	686	618
Location des installations à l'ECV	205	172	575	392
Services - collections CPN	84	204	251	307
Location des installations au CPN	47	63	146	145
Loyer de la cafétéria	1	7	52	21
	<b>734</b>	<b>784</b>	<b>2 608</b>	<b>2 255</b>

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

**Apports**

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Apports et commandites en argent	382	301	1 063	767
Spécimens donnés aux fins des collections	151	130	152	132
	<b>533</b>	<b>431</b>	<b>1 215</b>	<b>899</b>
Apports de la Fondation	-	-	-	113
	<b>533</b>	<b>431</b>	<b>1 215</b>	<b>1 012</b>

**Divers**

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Programme des prêts d'expositions	296	-	315	9
Autre	67	4	86	100
	<b>363</b>	<b>4</b>	<b>401</b>	<b>109</b>

**11. Sommaire des dépenses par objets**

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022 Redressé (Note 3)	2023	2022 Redressé (Note 3)
Coût du personnel	4 603	3 723	13 672	11 503
Amortissement des immobilisations	2 218	2 234	6 534	6 602
Services professionnels et spéciaux	1 296	1 233	3 403	3 073
Exploitation et entretien des édifices	1 200	1 393	3 400	3 432
Impôts fonciers	618	618	1 858	1 832
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	475	512	1 454	1 564
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	574	466	1 273	1 056
Expositions	289	97	902	230
Marketing et communications	232	165	674	421
Frais de déplacement	152	89	451	205
Coût des marchandises vendues - natureBOUTIQUE	80	76	380	319
Réparations et entretien	128	85	303	228
Spécimens aux fins des collections	155	131	169	133
Fret et transport	10	7	31	22
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	7	6	20	19
Divers	79	14	242	471
	<b>12 116</b>	<b>10 849</b>	<b>34 766</b>	<b>31 110</b>

**Notes afférentes aux états financiers**  
**pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2023**  
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

## 12. Crédits parlementaires

Pour accomplir sa mission, la Société bénéficie de financement public. Ce financement public se présente comme suit :

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
Opérations	6 930	6 865	20 789	20 741
Supplémentaire	-	47	37	47
Amortissement d'apports reportés liés aux immobilisations	1 910	1 927	5 611	5 674
Crédits d'exercices antérieurs reportés comptabilisés à l'exercice actuel	104	-	376	1 429
Crédits reportés pour projets d'immobilisation futurs	-	175	-	(811)
Crédits utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(400)	(302)	(704)	(1 103)
<b>Crédits parlementaires constatés durant la période</b>	<b>8 544</b>	<b>8 712</b>	<b>26 109</b>	<b>25 977</b>

## 13. Événement postérieur

En janvier 2024, le Musée a reçu un financement supplémentaire de 4,6 millions de dollars dans le cadre du budget de 2023 pour combler les écarts entre les coûts de fonctionnement du Musée et les crédits parlementaires.

## 14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation pour la période en cours.